



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

A/54/452
S/1999/1036
7 octobre 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-quatrième session
Point 63 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-quatrième année

Lettre datée du 6 octobre 1999, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Turquie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 6 octobre 1999 qui vous est adressée par S. E. M. Aytuğ Plümer, représentant de la République turque de Chypre-Nord (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer, comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 63 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité, le texte de la présente lettre et de son annexe, dans laquelle est reproduite une lettre de Rauf R. Denktash, Président de la République turque de Chypre-Nord, concernant l'allocution prononcée devant l'Assemblée, à sa cinquante-quatrième session, le 23 septembre, par Glafkos Cleridès, le dirigeant de l'administration chypriote grecque.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Volkan VURAL

ANNEXE

Lettre datée du 6 octobre 1999, adressée au Secrétaire
général par M. Aytuğ Plümer

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration, en date du 25 septembre 1999, de Rauf R. Denktash, Président de la République turque de Chypre-Nord, concernant l'allocution prononcée par le dirigeant chypriote grec, Glafcos Cleridès, le 23 septembre 1999 devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de la pièce jointe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 63 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République
turque de Chypre-Nord

(Signé) Aytuğ Plümer

Pièce jointe

Déclaration de M. Rauf R. Denktash, Président de la République turque
de Chypre-Nord, rendue publique à Lefkoşia le 25 septembre 1999

Je suis atterré par le discours que M. Cleridès, prétendant parler au nom de "Chypre", a prononcé devant l'Assemblée générale des Nations Unies le 23 septembre 1999. Dans le discours susmentionné ainsi que dans des déclarations récentes, M. Cleridès a posé des préalables défavorables à la population chypriote turque :

a) Il prétend que la "République de Chypre", qui, à la suite de l'expulsion par la force de la population chypriote turque en 1963, est passée sous administration chypriote grecque, est légitime et représente l'ensemble de Chypre;

b) Il affirme que les embargos inhumains imposés par la partie chypriote grecque ne seront pas levés;

c) Il réaffirme que le processus d'adhésion à l'Union européenne mené unilatéralement et illégalement par la partie chypriote grecque sera poursuivi;

d) Il continue à rejeter la souveraineté de la partie chypriote turque;

e) Il pose comme préalable aux négociations l'existence de la soi-disant "République de Chypre", qui suppose une souveraineté unique, une identité internationale unique et une citoyenneté unique.

Il convient aussi d'examiner les pratiques de l'administration chypriote grecque et de M. Cleridès, qui pose les préalables exposés ci-dessus. Tout en mentionnant la démilitarisation, M. Cleridès cherche à occulter le fait que son administration a déjà achevé l'intégration militaire avec la Grèce. Il ne faut pas oublier que tout en faisant de beaux discours en faveur de la stabilité en Méditerranée orientale, il a cherché à déployer des missiles S-300 de fabrication russe et a cédé des bases militaires à la Grèce. L'administration chypriote grecque n'a même pas accepté le train de mesures visant à réduire les tensions proposé par l'Organisation des Nations Unies au cours des deux dernières années. Pour montrer la mentalité de M. Cleridès, qui n'hésite pas à déformer la réalité, il suffit de citer, ce qui n'est qu'un exemple parmi d'autres, la façon dont il cherche à mettre sur le dos des autres la responsabilité des embargos politiques, économiques, culturels et sportifs imposés contre la population chypriote turque depuis 1963.

Tout en insistant sur les préalables exposés ci-dessus, M. Cleridès cherche à cacher que la République de Chypre de 1960 était un partenariat, qu'aucun des peuples ayant noué ce partenariat n'avait le droit de dominer l'autre, et qu'après avoir commis un génocide afin de détruire le partenariat mis en place en 1960, la partie chypriote grecque continue, de façon éhontée, à chercher à faire de Chypre une république chypriote grecque.

M. Cleridès, en déformant la réalité, cherche à faire passer la question chypriote pour un problème interne qui pourrait être réglé par certaines

dispositions constitutionnelles. Il a également clairement indiqué ce que la partie chypriote grecque attend de la partie chypriote turque : que celle-ci renonce à sa souveraineté et à la République turque de Chypre-Nord, et accepte une sorte de statut provincial s'inscrivant dans un cadre imaginé par la partie chypriote grecque et tout à fait illusoire.

M. Cleridès a aussi porté des accusations fausses contre notre mère patrie, la Turquie, qui a empêché le génocide, évité l'Enosis (l'union de Chypre et de la Grèce) et sauvegarde la paix sur l'île depuis 26 ans. Il a montré qu'il n'avait nullement l'intention d'abandonner les actions en justice intentées contre la Turquie au mépris de notre existence, actions qui font obstacle au processus de négociation. La mentalité de M. Cleridès et les vues inacceptables qu'il a exprimées ne font qu'aggraver la crise de confiance sur l'île et montrent une fois de plus l'absence d'un terrain d'entente pour des négociations entre les deux parties. J'espère que la communauté internationale tirera les conclusions qui s'imposent de cette situation.

Il y a à Chypre deux peuples souverains. En 1960, le peuple chypriote turc a exercé sa volonté souveraine en faveur d'un compromis politique, et c'est ainsi que le partenariat de 1960 a vu le jour. Lorsqu'en 1963, les Chypriotes grecs ont rompu ce partenariat et ont eu recours à la violence en vue d'avoir la haute main sur l'ensemble de l'île, la population chypriote turque a exercé son libre arbitre pour défendre sa souveraineté et marquer sa détermination à ne pas passer sous le joug chypriote grec; elle a passé des années à rechercher à obtenir, par voie de négociations, un règlement définitif qui protégerait ses droits. Les dirigeants chypriotes grecs continuant à chercher à faire main basse sur l'île, la population chypriote turque a exercé sa volonté souveraine en faveur de l'établissement de son propre État, la République turque de Chypre-Nord. Actuellement, chacune des parties a sa propre démocratie, sa propre constitution et sa propre administration. Il faut maintenant parvenir à un accord politique qui permette la réconciliation entre les deux États. À cette fin, il faut avant tout instaurer un climat de confiance et trouver un terrain d'entente entre les deux parties. M. Cleridès, dans sa présente déclaration, a montré une fois de plus à quel point il est éloigné de l'idée d'une réconciliation.

Si l'on veut parvenir à une solution politique, il faut que la partie chypriote grecque renonce aux préalables qu'elle a posés, que la souveraineté de la population chypriote turque soit respectée, et qu'il soit reconnu que cette population est l'égale de la population chypriote grecque. L'absence, jusqu'à présent, de progrès sur la question de Chypre trouve son origine dans la politique de domination que la partie chypriote grecque mène depuis 40 ans et dans les préalables qu'elle s'obstine à poser.

On ne pourra jamais arriver à rien avec une mentalité telle que celle dont fait preuve M. Cleridès.

Nous avons soumis le 31 août 1998 notre proposition de confédération dans une esprit constructif, favorable à la paix et à la réconciliation. Nous continuerons avec patience à défendre nos droits.
